



GAVI Alliance

Rapport de situation annuel 2010

Présenté par
le Gouvernement de
Burkina Faso

Année faisant l'objet du rapport : **2010**
Demande de soutien pour l'année : **2012**
Date de présentation : **10.06.2011 14:51:08**

Date limite de présentation : 1 Jun 2011

Prière de présenter le rapport de situation annuel 2010 par le biais de la plateforme en ligne
<https://AppsPortal.gavialliance.org/PDExtranet>

Pour toute demande de renseignements, prière de s'adresser à : apr@gavialliance.org ou aux représentants d'une institution partenaire de GAVI. Les documents pourront être portés à la connaissance des partenaires de GAVI, de ses collaborateurs et du public. Il est possible de présenter le rapport annuel et les pièces jointes en anglais, espagnol, français ou russe.

Note : nous vous invitons à utiliser les rapports de situation annuels précédents et les demandes approuvées de soutien de GAVI comme documents de référence. La copie électronique des précédents rapports de situation annuels et des demandes de soutien de GAVI approuvées sont disponibles à l'adresse http://www.gavialliance.org/performance/country_results/index.php

Le Secrétariat de GAVI est dans l'impossibilité de retourner les documents présentés et les pièces jointes au pays. Sauf mention contraire, les documents seront communiqués aux partenaires de GAVI Alliance et au public.

CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DU SOUTIEN DE GAVI ALLIANCE

FINANCEMENT UTILISÉ UNIQUEMENT POUR DES PROGRAMMES APPROUVÉS

Le pays présentant la demande (« le pays ») confirme que tous les fonds fournis par GAVI Alliance au titre de la présente demande seront utilisés et appliqués dans le seul but de réaliser le(s) programme(s) décrit(s) dans la demande de soutien du pays. Toute modification substantielle du/des programme(s) approuvé(s) devra être révisée et approuvée au préalable par GAVI Alliance. Toutes les décisions de financement pour cette demande sont du ressort du Conseil d'administration de GAVI Alliance et sont subordonnées aux procédures du CEI et à la disponibilité des fonds.

AMENDEMENT DE LA PRÉSENTE PROPOSITION

Le pays avertira GAVI Alliance par le biais de son rapport de situation annuel s'il souhaite proposer des changements à la description du/des programme(s) dans la présente demande de soutien. L'Alliance documentera toute modification qu'elle aura approuvée et la proposition du pays sera amendée.

REMBOURSEMENT DES FONDS

Le pays accepte de rembourser à GAVI Alliance tous les fonds qui ne sont pas utilisés pour le(s) programme(s) décrit(s) dans la présente demande. Le remboursement par le pays s'effectuera en dollars des États-Unis, à moins que GAVI Alliance n'en décide autrement, dans les soixante jours après réception par le pays de la demande de remboursement de GAVI Alliance. Les fonds remboursés seront versés sur le(s) compte(s) désigné(s) par GAVI Alliance.

SUSPENSION/RÉSILIATION

L'Alliance peut suspendre tout ou partie de ses financements au pays si elle a des raisons de soupçonner que les fonds ont été utilisés dans un autre but que pour les programmes décrits dans la présente demande ou toute modification de cette demande approuvée par GAVI. GAVI Alliance se réserve le droit de mettre fin à son soutien au pays pour les programmes décrits dans la présente demande si des malversations des fonds de GAVI Alliance sont confirmées.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le pays confirme que les fonds apportés par GAVI Alliance ne seront en aucun cas offerts par lui à des tiers, et qu'il ne cherchera pas non plus à tirer des présents, des paiements ou des avantages directement ou indirectement en rapport avec cette demande qui pourraient être considérés comme une pratique illégale ou une prévarication.

CONTRÔLE DES COMPTES ET ARCHIVES

Le pays réalisera des vérifications annuelles des comptes et les transmettra à GAVI Alliance, conformément aux conditions précisées. L'Alliance se réserve le droit de se livrer par elle-même ou au travers d'un agent à des contrôles des comptes ou des évaluations de la gestion financière afin d'assurer l'obligation de rendre compte des fonds décaissés au pays.

Le pays tiendra des livres comptables précis justifiant l'utilisation des fonds de GAVI Alliance. Le pays conservera ses archives comptables conformément aux normes comptables approuvées par son gouvernement pendant au moins trois ans après la date du dernier décaissement de fonds de GAVI Alliance. En cas de litige sur une éventuelle malversation des fonds, le pays conservera ces dossiers jusqu'à ce que les résultats de l'audit soient définitifs. Le pays accepte de ne pas faire valoir ses privilèges documentaires à l'encontre de GAVI Alliance en rapport avec tout contrôle des comptes.

CONFIRMATION DE LA VALIDITE JURIDIQUE

Le pays et les signataires pour le Gouvernement confirment que la présente demande de soutien est exacte et correcte et représente un engagement juridiquement contraignant pour le pays, en vertu de ses lois, à réaliser les programmes décrits dans la présente demande.

CONFIRMATION DU RESPECT DE LA POLITIQUE DE GAVI ALLIANCE SUR LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILITÉ

Le pays confirme qu'il a pris connaissance de la politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité et qu'il en respectera les obligations.

UTILISATION DE COMPTES BANCAIRES COMMERCIAUX

Il incombe au Gouvernement du pays éligible de vérifier avec toute la diligence requise l'adéquation des banques commerciales utilisées pour gérer le soutien en espèces de GAVI, notamment le RSS, le SSV, l'appuis aux OSC et les allocations d'introduction des vaccins. Le représentant soussigné du Gouvernement confirme que le Gouvernement assumera l'entière responsabilité du remplacement du soutien en espèces de GAVI qui serait perdu en raison d'une faillite de la banque, de fraude ou tout autre événement imprévu.

ARBITRAGE

Tout litige entre le pays et GAVI Alliance occasionné par la présente demande ou en rapport avec elle qui n'aura pas été réglé à l'amiable dans un délai raisonnable sera soumis à un arbitrage à la demande de GAVI Alliance ou du pays. L'arbitrage sera conduit conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission pour le droit commercial international (CNUDCI) alors en vigueur. Les parties acceptent d'être liées par la sanction arbitrale, comme règlement final de ce différend. Le lieu de l'arbitrage sera Genève, Suisse. La langue de l'arbitrage sera l'anglais.

Pour tout litige portant sur un montant égal ou inférieur à \$US 100 000, un arbitre sera désigné par GAVI Alliance. Pour tout litige portant sur un montant supérieur à \$US 100 000, trois arbitres seront nommés comme suit : GAVI Alliance et le pays désigneront chacun un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désigneront conjointement un troisième arbitre qui présidera.

L'Alliance ne pourra être tenue pour responsable auprès du pays de toute réclamation ou perte en rapport avec les programmes décrits dans la présente demande, y compris et sans limitation, toute perte financière, conflit de responsabilités, tout dommage matériel, corporel ou décès. Le pays est seul responsable de tous les aspects de la gestion et de la mise en œuvre des programmes décrits dans la présente demande.

En préparant ce rapport de situation annuel, le pays informera GAVI :

- des activités réalisées en utilisant les ressources de GAVI pour l'année dernière ;
- des problèmes importants rencontrés et de la manière dont le pays a tenté de les surmonter ;
- du respect des exigences de responsabilité en ce qui concerne l'utilisation du financement versé par GAVI et des dispositions nationales avec les partenaires de développement ;
- de la demande de fonds supplémentaires approuvés précédemment dans une précédente demande de SSV/SVN/RSS, mais qui n'ont pas été versés ;
- de la manière dont GAVI peut rendre le rapport de situation annuel plus adapté aux besoins des gouvernements tout en respectant les principes de responsabilité et de transparence de l'Alliance.

1. Caractéristiques du Soutien

Année faisant l'objet du rapport : 2010

Demande de soutien pour l'année : 2012

1.1. SVN et SSI

Type de soutien	Vaccin	Présentation préférée	Valable jusqu'en
SVN	DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	DTC-HepB-Hib, 10 doses/flacon, liquide	2015

Prolongation du programme

Aucun soutien ne peut bénéficier d'une prolongation cette année.

1.2. Soutiens SSV, RSS et OSC

Soutien actuel	Valable jusqu'en
SSV	2010
RSS	2011

2. Signatures

Veillez remplir tous les champs **surlignés en bleu**. Ensuite, imprimez cette page, faites-la dater et signer par les personnes concernées, puis téléchargez les documents signés et scannés à la section 13 « Pièces jointes ».

2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

En apposant sa signature sur la présente page, le Gouvernement de Burkina Faso atteste de la validité des informations fournies dans le rapport, y compris toutes les pièces jointes, les annexes, les états financiers et/ou les rapports de vérification des comptes. Le Gouvernement confirme également que les vaccins, le matériel de vaccination et les fonds ont été utilisés conformément aux clauses et conditions générales de GAVI Alliance telles que précisées dans le présent rapport de situation annuel.

Pour le Gouvernement de Burkina Faso

Veillez noter que ce rapport de situation annuel ne sera ni examiné ni approuvé par le Comité d'Examen Indépendant (CEI) s'il n'est pas muni des signatures du Ministre de la Santé et du Ministre des Finances ou de leur représentant autorisé.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Ministre de la Santé (ou son représentant autorisé) :		Ministre des Finances (ou son représentant autorisé) :	
Nom	TRAORE Adama	Nom	Lucien Marie BEMBAMBA
Date		Date	
Signature		Signature	

Ce rapport a été préparé par :

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom complet	Fonction	Téléphone	Courriel	Action
Mété BONKOUNGOU	Directeur de la Prévention par les Vaccinations	00226504669	metew4@gmail.com	
T Romaric SOME	Directeur des Etudes et de la Planification	0022650304532	tegwouli@yahoo.fr	
Mâ OUATTARA	Point focal vaccination à l'OMS	00226200907	ouattaram@bf.afro.who.int	
Maurice HOURS	Administrateur santé et nutrition UNICEF	0070472306	mhours@unicef.org	

Nom complet	Fonction	Téléphone	Courriel	Action
P Prosper TAPSOBA	Direction de l'administration et finance	0070200122	tapspiga@yahoo.fr	

2.2. Page des signatures du CCIA

Si le pays rend compte du soutien aux services de vaccination (SSV), du soutien à la sécurité des injections (SSI) et du soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN).

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCIA confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière.

2.2.1. Aval du rapport par le CCIA

Nous soussignés, membres du Comité de coordination interagences (CCIA), avalisons le présent rapport. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisme	Signature	Date	Action
Pr Adama TRAORE/Ministre de la santé	Ministère de la santé			
Dr Djamila CABRAL/Représentante de l'OMS	Organisation Modile de la Santé			
Sylvana NZIRORERA / Représentant UNICEF par intérim	UNICEF			
Dr Bana OUANDAOGO / Président de la Croix Rouge	Croix Rouge Burkina			
M. Dramane KONE / Directeur Général du Budget	Ministère de l'Economie et des Finances			
M. Inoussa OUIMINGA Directeur Général de l'Economie et de la Planification	Ministère de l'Economie et des Finances			
M. Philippe JAILLARD / Représentant de l'Agence de la Médecine Préventive	Agence de la Médecine Préventive			
M.Oumarou KOALA / Représentant du Plan Burkina	PLAN BURKINA			
Ambassadeur Amos TINCANI / Représentant de la Délégation de la Commission Européenne	Union Européenne			
Mme Galina Y. SOTIROVA.	Banque Mondiale			
M. Ousmana OUEDRAOGO / Représentant ROTARY International	ROTARY International			

Nom/Titre	Institution/Organisme	Signature	Date	Action
Dr Souleymane SANOU / Directeur Général de la Santé	Ministère de la Santé			
M. P. Prosper TAPSOBA / Directeur de l'Administration et des Finances	Ministère de la Santé			
M. Zacharie BALIMA / Coordonateur du PADS	Programme d'Appui au Développement Sanitaire			
M. Romaric T. SOME / Directeur des Etudes et de la Planification	Ministère de la Santé			
Dr Mété BOUNKOUNGOU / Directeur de la Prévention par les Vaccinations	Ministère de la Santé			
M. Moria Wuji / Représentant de la Coopération Japonaise	Coopération Japonaise			
Dr P. Amédée DJIGUEMDE / Directeur Général de la Santé de la Famille	Ministère de la santé			

Si le CCIA le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse : apr@gavialliance.org

Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle.

Observations des partenaires :

Observations du Groupe de travail régional :

2.3. Page des signatures du CCSS

Si le pays rend compte du soutien au RSS.

La politique de GAVI Alliance sur la transparence et la responsabilité fait partie intégrante du suivi que GAVI Alliance réalise des résultats obtenus par un pays. En signant le présent formulaire, les membres du CCSS confirment que les fonds reçus de GAVI Alliance ont été utilisés aux fins décrites dans la demande approuvée et qu'ils sont gérés de manière transparente, conformément aux règles et dispositions gouvernementales qui s'appliquent à la gestion financière. De plus, le CCSS confirme que le contenu du présent rapport est fondé sur des données financières exactes et vérifiables.

2.3.1. Aval du rapport par le CCSS

Nous soussignés, membres du Comité national de coordination du secteur de la santé (CCSS), Comité de pilotage du PADS, avalisons ce rapport relatif au programme de renforcement du système de santé. La signature de ce document n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône ne **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action
Romarc T. SOME / Directeur des Etudes et de la Planification	Ministère de la Santé/DEP			
Zacharie BALIMA / Coordonateur du PADS	Programme d'Appui au Développement Sanitaire			
Dr Olga SANKARA	UNFPA			
Prosper P. TAPSOBA	DAF/Ministère de la santé			
Jean Marie YOUGBARE	DRH/Ministère de la santé			
Boubacar TOURE	DGIEM/Ministère de la santé			
Joanny KOALA	CMLS/Ministère de la santé			
Ferdinand TIENDREBEOGO	DGHSP/Ministère de la santé			
Arsène OUEDRAOGO	DGPML/Ministère de la santé			
Bourehimon OUEDRAOGO	DE			
Nazaire THIOMBIANO	DGCOOP/Ministère de l'économie et des finances			
Dénis KARAGA	UNICEF			
Maurice HOURS	UNICEF			

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action
Hélène BONI	KFW			
Boureima OUEDRAOGO	DGISS			
Dr Ousmane HAIDARA	Banque Mondiale			

Si le CCSS le souhaite, il peut envoyer des observations informelles à l'adresse : apr@gavialliance.org
Toutes les observations seront traitées de manière confidentielle.

Observations des partenaires :

Observations du Groupe de travail régional :

2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI Alliance aux OSC (type A et B)

Le présent rapport a été préparé en consultation avec les représentants des OSC qui participent aux mécanismes de coordination à l'échelon national (CCSS ou équivalent et CCIA) et les personnes chargées du recensement des OSC (pour le soutien de type A), ainsi qu'avec les personnes qui reçoivent un soutien financier de GAVI pour les aider à mettre en œuvre la proposition de RSS de GAVI ou le PPAC (pour le soutien de type B).

2.4.1. Responsables de la rédaction du rapport sur le soutien aux OSC

Le présent rapport sur le soutien de GAVI Alliance aux OSC a été préparé par :

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action
Maurice HOURS/Administrateur santé et nutrition UNICEF	UNICEF			
Pr Jean Baptiste NIKIEMA	Ministère de la Santé/DGPML			
SEBGO Léné	Ministère de l'Economie et des Finances/DGCOOP			
NITIEMA P. Pascal	Ministère de la santé/ST/PNDS			
TOURE Boubacar	Ministère de la santé/DGIEM/MS			
BANDE Karim	Ministère de la santé/DGHSP			
DIPAMA Sylvain	Ministère de la santé/IGSS			
ZOUNGRANA R.G.P. Damien	Ministère de la santé/DAF			
BIDIGA Joseph Aimé	BIDIGA Joseph Aimé			

2.4.2. Aval du rapport sur le soutien aux OSC

Nous soussignés, membres du Comité national de coordination du secteur de la santé, Comité de pilotage du PADS, avalisons le présent rapport sur le soutien de GAVI Alliance aux OSC.

Note : pour ajouter de nouvelles lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Prière de saisir le nom de famille en lettres majuscules.

Nom/Titre	Institution/Organisation	Signature	Date	Action

La signature de l'aval n'implique aucun engagement financier (ou légal) de la part de l'institution partenaire ou de l'individu.

3. Table des Matières

Ce rapport de situation annuel rend compte des activités menées par Burkina Faso de janvier à décembre 2010 et précise les demandes pour la période comprise entre janvier et décembre 2012

Sections

Introduction

Page de couverture

Clauses et conditions générales du soutien de GAVI Alliance

1. Caractéristiques du soutien

1.1. SVN et SSI

1.2. SSV, RSS et OSC

2. Signatures

2.1. Page des signatures du Gouvernement pour toutes les modalités de soutien de GAVI (SSV, SSI, SVN, RSS, OSC)

2.2. Page des signatures du CCIA

2.3. Page des signatures du CCSS

2.4. Page des signatures pour le soutien de GAVI Alliance aux OSC (type A et B)

3. Table des Matières

4. Données de Référence et Objectifs Annuels

Tableau 1 : Données de référence

5. Gestion du Programme Général

5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés

5.2. Résultats de la vaccination en 2010

5.3. Évaluations des données

5.4. Dépenses globales et financement de la vaccination

Tableau 2a : Dépenses globales et financement de la vaccination

Tableau 2b : Dépenses globales pour la vaccination inscrites au budget

5.5. Comité de coordination interagences (CCIA)

5.6. Activités prioritaires de 2011 à 2012

5.7. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

6. Soutien aux Services de Vaccination (SSV)

6.1. Rapport sur l'utilisation des fonds du SSV en 2010

6.2. Gestion des fonds du SSV

6.3. Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2010

6.4. Demande de récompense au titre du SSV

Tableau 3 : Calcul de la récompense escomptée au titre du SSV

7. Soutien aux Vaccins Nouveaux ou Sous-utilisés (SVN)

7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination de 2010

Tableau 4 : Doses vaccinales reçues

7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2010

7.3. Rapport sur le cofinancement du pays en 2010 (le cas échéant)

- Tableau 5 : Quatre questions sur le cofinancement du pays en 2010**
- 7.4. Gestion des vaccins (GEEV/GEV/EGV)
 - 7.5. Changement de présentation d'un vaccin
 - 7.6. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2011
 - 7.7. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2012
 - 7.8. Division des approvisionnements de l'UNICEF : prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés
- Tableau 6.1 : Prix des produits selon l'UNICEF**
- Tableau 6.2 : Frais de transport**
- 7.9. Calcul des besoins

Tableau 7.1.1 : Caractéristiques: DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid
Tableaux de cofinancement pour DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid

Tableau 7.1.2 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (soutien de GAVI)

Tableau 7.1.3 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (quote-part du pays)

Tableau 7.1.4 : Calcul des besoins

8. Soutien à la Sécurité des Injections (SSI)

9. Programme de Renforcement du Système de Santé (RSS)

10. Programme relatif aux Organisations de la Société Civile (OSC)

11. Observations

12. Annexes

États financiers pour le soutien aux services de vaccination (SSV) et les allocations d'introduction de nouveaux vaccins

États financiers pour le renforcement du système de santé (RSS)

États financiers pour le soutien aux organisations de la société civile (OSC) de type B

13. Pièces Jointes

13.1. Liste de documents justificatifs joints au présent rapport de situation annuel

13.2. Pièces jointes

4. Données de Référence et Objectifs Annuels

Tableau 1 : Données de référence

Donnée	Objectifs					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre total de naissances	725,198	747,434	771,843	796,849	822,498	848,723
Nombre total de décès de nourrissons	59,551	69,749	80,589	83,200	85,878	88,617
Nombre total de nourrissons survivants	665,647	677,685	691,254	713,649	736,620	760,106
Nombre total de femmes enceintes	761,239	858,635	838,960	866,140	894,019	922,525
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec le BCG	755,514	747,434	771,843	796,849	822,498	848,723
Couverture du BCG (%) *	104%	100%	100%	100%	100%	100%
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec les trois doses du VPO	685,832	650,578	670,516	692,240	721,888	744,904
Couverture du VPO3 (%) **	103%	96%	97%	97%	98%	98%
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 1 ^{ère} dose du DTC ***	714,566	677,685	691,254	713,649	736,620	760,106
Nombre de nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 3 ^e dose du DTC ***	687,181	650,578	670,516	692,240	721,888	744,904
Couverture des trois doses du DTC (%) **	103%	96%	97%	97%	98%	98%
Taux de perte ^[1] pendant l'année de référence et prévu par la suite (%)	0%	5%	5%	5%	5%	5%
Facteur de perte ^[1] pendant l'année de référence et prévu par la suite	1	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05
Nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 1 ^{ère} dose du vaccin HepB et/ou Hib	714,566	677,685	691,254	713,649	736,620	760,106
Nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 3 ^e dose du vaccin HepB et/ou Hib	687,181	650,578	670,516	692,240	721,888	744,904
Couverture de la 3 ^e dose (%) **	103%	96%	97%	97%	98%	98%
Taux de perte ^[1] pendant l'année de référence et prévu par la suite (%)	0%	5%	5%	5%	5%	5%
Facteur de perte ^[1] pendant l'année de référence et prévu par la suite	1	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05

Donnée	Objectifs					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nourrissons vaccinés (ou à vacciner) avec la 1 ^{ère} dose du vaccin antirougeoleux	660,913	677,685	691,254	713,649	736,620	760,106
Couverture du vaccin antirougeoleux (%) **	99%	100%	100%	100%	100%	100%
Femmes enceintes vaccinées avec l'AT+	732,995	815,703	805,402	831,494	867,198	894,849
Couverture de l'AT+ (%) ****	96%	95%	96%	96%	97%	97%
Supplémentation en vitamine A des mères six semaines avant l'accouchement						
Supplémentation en vitamine A des nourrissons après l'âge de six mois						
Taux annuel d'abandon du DTC [(DTC1 - DTC3) / DTC1] x 100	4%	4%	3%	3%	2%	2%

* Nombre de nourrissons vaccinés par rapport au nombre total de naissances

** Nombre de nourrissons vaccinés par rapport au nombre total de nourrissons survivants

*** Indiquer le nombre total d'enfants vaccinés avec le DTC seul ou avec un vaccin associé

**** Nombre de femmes enceintes vaccinées avec l'AT+ par rapport au nombre total de femmes enceintes

¹ Formule pour calculer le taux de perte d'un vaccin (en pourcentage) : $[(A - B) / A] \times 100$, sachant que A = le nombre de doses distribuées pour utilisation conformément aux registres d'approvisionnement, déduction faite du solde en stock à la fin de la période d'approvisionnement, et B = le nombre de vaccinations réalisées avec le même vaccin pendant la même période.

5. Gestion du Programme Général

5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés

Note : Avant de continuer, veuillez remplir le tableau à la section 4. [Données de Référence et Objectifs Annuels](#).

Les chiffres pour 2010 doivent correspondre aux chiffres que le pays a transmis dans le **Formulaire de Rapport Conjoint OMS/UNICEF de notification des activités de vaccination pour 2010**. Les chiffres pour 2011 à 2015 dans le tableau à la section 4. [Données de Référence et Objectifs Annuels](#) doivent cadrer avec ceux que le pays a fournis à GAVI dans le précédent rapport de situation annuel ou dans une nouvelle demande de soutien à GAVI, ou encore dans le PPAC.

Dans les espaces ci-dessous, veuillez justifier les différences entre les chiffres qui figurent dans le présent rapport de situation annuel et ceux des documents de référence.

Justifiez tout changement apporté au nombre des **naissances**

Pas de changement du fait que les données de population sont extraites des informations que la DGISS publie annuellement. La DGISS est la direction générale de l'information et des statistiques sanitaires; ces données représentent les informations sanitaires officielles (source INSD).

Justifiez tout changement apporté au nombre des **nourrissons survivants**

Justifiez tout changement apporté aux **objectifs par vaccin**

Justifiez tout changement apporté au taux de **perte par vaccin**

5.2. Résultats de la vaccination en 2010

5.2.1.

Veuillez commenter les résultats du programme de vaccination par rapport aux objectifs (tels qu'ils figurent dans le rapport de situation de l'an dernier), les principales activités réalisées ainsi que les obstacles rencontrés en 2010 et la manière dont ils ont été levés :

Les objectifs de couverture fixés par le programme ont été atteints en 2010. Les principales activités suivantes ont permis d'atteindre ces résultats :

1. Disponibilité du vaccin et des consommables à tous les niveaux
2. Renforcement du suivi de la qualité des données (audits, validation des données, élaboration de masques informatisés)
3. Renforcement des compétences (supervision intégrée, contrôle, réunions décentralisées sur le PEV et la surveillance)
4. Renforcement des capacités de la chaîne du froid dans les régions, districts et formations sanitaires par des dotations en glacières, acquisition de chambres froides, porte-vaccins, congélateurs /réfrigérateurs, acquisition de véhicules frigorifiques pour le transport des vaccins
5. Monitoring régulier des performances à tous les niveaux.

Difficultés rencontrées

1. Insuffisance en moyens de transport notamment pour les supervisions et la stratégie avancée dans les régions et districts.
2. Insuffisance de formation en gestion du PEV à tous les niveaux;
3. Insuffisance de supports de communication sur le PEV à tous les niveaux

5.2.2.

Si les objectifs n'ont pas été atteints, veuillez en donner les raisons :

5.2.3.

Les hommes et les femmes ont-ils accès sur un même pied d'égalité aux services de vaccination ? **Yes**

Dans la négative, veuillez décrire comment vous prévoyez d'améliorer l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux services de vaccination.

Si vous ne disposez pas de données à ce sujet, prévoyez-vous de recueillir des informations ventilées par sexe sur la vaccination systématique ? **Yes**

Dans l'affirmative, veuillez décrire brièvement la manière dont votre pays est parvenu à l'égalité d'accès entre hommes et femmes.

Oui la révision des supports en tenant compte des normes du Ministère de la Santé en la matière.

5.2.4.

Veuillez donner quelques précisions sur les succès obtenus et les difficultés rencontrées en 2010 pour garantir l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux services de vaccination.

5.3. Évaluation des données

5.3.1.

Veuillez expliquer tout écart entre les données sur la couverture vaccinale provenant de différentes sources (par exemple, si les données de l'enquête indiquent des niveaux de couverture différents de ceux qui ont été mesurés par le système de production des données administratives, ou si l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale nationale diffère de l'estimation nationale officielle)*.

En 2010 Il n'y a pas eu d'évaluation officielle. Cependant, le pays a réalisé une enquête de la couverture vaccinale en 2009 à l'occasion de la revue approfondie du PEV. Les résultats de cette enquête étaient légèrement différents des informations produites par le système de collecte des données administratives. Ces écarts pourraient être liés aux raisons suivantes : Les erreurs d'estimation des âges des enfants cibles pendant la vaccination - L'insuffisance du système d'enregistrement des vaccinations avec l'utilisation actuelle de registre global - La non maîtrise des populations cibles

* Veuillez noter que les estimations OMS/UNICEF pour 2010 ne seront disponibles qu'en juillet 2011 et peuvent comporter des changements rétrospectifs dans les séries chronologiques.

5.3.2.

A-t-on réalisé une évaluation des systèmes de production des données administratives depuis 2009?

Yes

Dans l'affirmative, veuillez décrire ces évaluations et en indiquer la date.

Il s'agit de la revue approfondie du PEV 2009 réalisée en 2010 ainsi que les sessions de DQS organisées dans les DRS et les districts sanitaires.

La réalisation de la revue a connu la participation effective de tous les partenaires dans le processus, depuis

l'élaboration du protocole, la mise en œuvre de la revue jusqu'à la production et la diffusion des résultats.

Les DQS sont organisées semestriellement dans les districts sanitaires et annuellement dans les régions sanitaires.

La direction de la prévention par les vaccinations a révisé les outils de DQS en 2009 afin de prendre en compte toutes les dimensions de la qualité du système de vaccination.

5.3.3.

Veuillez décrire toute activité entreprise pour améliorer les systèmes de production des données administratives depuis 2008.

Les activités suivantes ont été organisées depuis 2008 pour améliorer le système de production des données :

- Monitoring mensuel des données à tous les niveaux à travers un tableau de bord;
- Révision des supports de collecte des données ;
- Réunions décentralisées semestrielles avec les responsables régionaux et de districts chargés de la vaccination et de la surveillance
- Ateliers de validation annuelle des données depuis 2008;
- Formation des responsables des régions sur la gestion informatisée des stocks ;
- Mise à disposition des agents des masques de saisie et d'analyse des données ;
- Révision et diffusion du tableau de bord pour la gestion du PEV ;
- Supervision des responsables PEV et de surveillance sur la collecte des données ;
- Organisation des auto-évaluations de la qualité des données administratives

5.3.4.

Veuillez décrire les plans mis en place, ou qui le seront, pour améliorer encore les systèmes de production des données administratives.

Le PPaC 2011-2015 et les plans annuels permettront l'amélioration de la qualité des données :

- Planification et mise en œuvre du dénombrement des cibles par village,
- Elaboration de supports d'enregistrement individuel pour la collecte des données,
- Activités de maintien et de suivi (supervision, contrôle...)
- Poursuite des activités d'évaluation (DQS, LQAS, etc.)

5.4. Dépenses globales et financement de la vaccination

L'objet des **tableaux 2a** et **tableaux 2b** ci-dessous est d'aider GAVI à comprendre les grandes tendances des dépenses du programme de vaccination et des flux financiers. Veuillez remplir les tableaux en utilisant des dollars des États-Unis.

Taux de change utilisé	1 \$US = 490	Saisissez uniquement le taux de change, et non le nom de la devise
-------------------------------	--------------	--

Tableau 2a : Dépenses globales et financement de la vaccination, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs) en \$US

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Dépenses par catégorie	Dépenses année 2010								Actions
		Pays	GAVI	UNICEF	OMS	Nom du donateur PLAN BURKINA	Nom du donateur PADS	Nom du donateur AUTRES (OOA ET Lions Club Italie)	
Vaccins traditionnels *	960,095	960,095							
Nouveaux vaccins	7,278,339	760,591	6,517,748						
Matériel d'injection avec seringues autobloquantes	748,953	468,341	280,612						
Matériel d'injection avec seringues autres que seringues autobloquantes									
Équipement de la chaîne du froid	2,375,062			219,991	699,426		1,455,644		
Personnel	320,351	320,351							
Autres coûts de fonctionnement	1,487,450	759,197	231,488	74,603	210,760	7,000	204,402		
Activités vaccinales supplémentaires	21,007,387	675,168		5,416,916	14,738,668				
Campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite	10,682,864			4,179,576	6,503,288				
Campagne nationale de vaccination contre le tétanos	407,474			407,474					

<i>Dépenses par catégorie</i>	Dépenses année 2010								Actions
		Pays	GAVI	UNICEF	OMS	Nom du donateur PLAN BURKINA	Nom du donateur PADS	Nom du donateur AUTRES (OOA ET Lions Club Italie)	
Campagne nationale de vaccination contre la méning	9,917,049	675,168		829,866	8,235,380			176,635	
Total dépenses de vaccination	55,185,024								
Total dépenses gouvernementales de santé		4,618,911	7,029,848	11,128,426	30,387,522	7,000	1,660,046	176,635	

* Vaccins traditionnels : BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1^{ère} dose du vaccin antirougeoleux (ou du vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-HepB et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

Tableau 2b : Dépenses globales pour la vaccination inscrites au budget, toutes sources confondues (Gouvernement et donateurs) en \$US

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

<i>Dépenses par catégorie</i>	Inscrites au budget année 2012	Inscrites au budget année 2013	Actions
Vaccins traditionnels *	1,910,233	2,031,100	
Nouveaux vaccins	6,592,126	11,875,280	
Matériel d'injection avec seringues autobloquantes	1,030,794	1,064,560	
Matériel d'injection avec seringues autres que seringues autobloquantes			
Équipement de la chaîne du froid	2,060,894	2,636,710	
Personnel	412,838	427,209	
Autres coûts de fonctionnement	2,209,765	2,390,370	
Activités vaccinales supplémentaires			
Campagne nationale de vaccination contre la poliomyélie	2,931,068	3,049,715	
Campagne nationale de vaccination contre le tétanos	173,863		
Campagne nationale de vaccination contre la rougeole	1,773,290		
Campagne nationale de vaccination contre la grippe	6,812,815		
Total dépenses de vaccination	25,907,686	23,474,944	

* Vaccins traditionnels : BCG, DTC, VPO (ou VPI), 1^{ère} dose du vaccin antirougeoleux (ou vaccin associé OR ou ROR), anatoxine tétanique (AT). Certains pays incluent aussi les vaccins anti-HepB et anti-Hib dans ce poste, si ces vaccins ont été introduits sans le soutien de GAVI.

Veillez décrire les tendances des dépenses et du financement de la vaccination pour l'année faisant l'objet du rapport, par exemple les différences entre les prévisions de dépenses, de financement et de déficit et la situation réelle. Expliquez en détail les raisons des tendances rapportées et décrivez les perspectives de viabilité financière pour le programme de vaccination au cours des trois prochaines années ; indiquez si les déficits de financement sont gérables, s'ils constituent un obstacle ou s'ils sont très inquiétants. Dans les deux derniers cas, veuillez expliquer les stratégies mises en œuvre pour combler les déficits et indiquez les sources/causes des déficits.

5.5. Comité de coordination interagences (CCIA)

Combien de réunions le CCIA a-t-il tenues en 2010? 4

Veillez joindre les comptes rendus (document numéro) de toutes les réunions du CCIA tenues en 2010, y compris celui de la réunion au cours de laquelle le présent rapport a été approuvé.

Dressez la liste des principales préoccupations ou recommandations, le cas échéant, formulées par le CCIA sur les sections [5.1. Données de référence et objectifs annuels actualisés](#) à [5.4 Dépenses globales et financement de la vaccination](#)

Les principales préoccupations soulevées au cours des réunions CCIA

- La qualité des données de vaccination
- L'organisation et le financement de la Revue Approfondie du PEV
- L'organisation et le financement de la vaccination contre la méningite avec le MenA
- L'audit sur les fonds GAVI
- La surveillance des PFA

Face à ces préoccupations le CCIA a recommandé :

Aux DRS

- Fournir des efforts pour renforcer la vaccination de routine
- Améliorer la qualité de la vaccination lors des campagnes de vaccinations contre la polio afin d'interrompre la transmission du poliovirus sauvage au Burkina Faso

A la DPV

- Impliquer les partenaires pour finaliser la revue approfondie du PEV 2009
- Envisager un plan « B » au regard du GAP financier afin de mener à bien la campagne de vaccination contre la Méningite avec le nouveau Vaccin MenA
- Mettre en place de concert avec la DGISS une méthode de traitement des données de vaccination afin d'obtenir des données de qualité
- Renforcer la surveillance des PFA à travers tout le pays.

A la DAF

- Réaliser l'audit sur les fonds GAVI pour recréer la confiance avec les partenaires

Des Organisations de la Société Civile (OSC) sont-elles membres du CCIA ? **Yes**

Dans l'affirmative, lesquelles ?

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Liste des OSC membres du CCIA :	Actions
Rotary International	
Croix Rouge	

5.6. Activités prioritaires de 2011 à 2012

Quels sont les principaux objectifs et les activités prioritaires du pays pour son PEV de 2011 à 2012 ? Sont-ils liés au PPAC ?

Principaux objectifs du plan d'action 2011-2012

1. Augmenter les capacités opérationnelles de la DPV
2. Renforcer l'immunisation des cibles justifiables de prévention par la vaccination
3. Améliorer la performance de la surveillance des maladies évitables par la vaccination
4. Améliorer la collaboration intra et inter sectorielle en faveur de la vaccination

Activités prioritaires

1. Acquérir des vaccins et consommables
2. Ravitailler les directions régionales de la santé en vaccins et consommables ;
3. Assurer la maintenance des chambres froides ;
4. Superviser les agents chargés du PEV ;
5. Réviser les supports et guides de collecte des données ;
6. Confectionner les supports de communication ;
7. Organiser l'atelier de validation des données ;
8. Tenir les réunions du CCIA, CTA, CSCA ;
9. Organiser 2 ateliers décentralisés sur la surveillance et la gestion du PEV ;
10. Organiser des campagnes de vaccination préventives et réactives ; (poliomyélite, rougeole, fièvre jaune, tétanos, méningite...) ;
11. Appuyer les régions dans l'organisation de DQS ;
12. Organiser la surveillance des maladies cibles du PEV ;
13. Elaborer le rapport annuel de situation 2011 ;
14. Elaborer le FORECAST 2011-2012 ;
15. Elaborer le Rapport conjoint de situation (JRF) 2011 ;
16. Elaborer le Plan d'Action 2011 ;
17. Elaborer le plan d'introduction du vaccin contre le pneumocoque .

5.7. Progrès du plan de transition pour la sécurité des injections

Tous les pays sont priés de rendre compte des progrès du plan de transition pour la sécurité des injections.

Veuillez indiquer quels types de seringues ont été utilisés et les sources de financement du matériel de sécurité des injections en 2010

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

Vaccin	Types de seringues utilisés dans le PEV systématique en 2010	Sources de financement en 2010	Actions
BCG	SAB 0,05 ml	Budget de l'Etat	
Vaccin antirougeoleux	SAB 0,5ml	Budget de l'Etat	
Anatoxine tétanique	SAB 0,5ml	Budget de l'Etat	
Vaccin contenant le DTC	SAB 0,5ml	GAVI	
Vaccin antiamaril	SAB 0,5ml	Budget de l'Etat	

Le pays dispose-t-il d'un plan/d'une politique de sécurité des injections ? **Yes**

Dans l'affirmative : Avez-vous rencontré des obstacles pendant la mise en œuvre de ce plan/politique de sécurité des injections ? (Donnez votre réponse dans l'encadré ci-dessous)

Dans la négative : Quand le pays préparera-t-il un plan ou une politique de sécurité des injections ? (Donnez votre réponse dans l'encadré ci-dessous)

- Insuffisance de financement pour la gestion des déchets.

Veillez expliquer comment en 2010 les déchets coupants ont été éliminés, quels ont été les problèmes rencontrés, etc.

Les déchets piquants ont été éliminés de la manière suivante :

- Incinération à l'aide d'incinérateurs type De Montfort dans certains districts sanitaires;
- Incinération dans des incinérateurs type TTM UNIVERS des déchets produits lors de la campagne Méningite A conjuguée (décembre 2010)
- Brûlis suivi d'enfouissement dans des fosses dans certaines formations sanitaires
- Incinération à l'aide de fonderies rencontrés

Problèmes

- Insuffisance d'incinérateurs performants pour la destruction des déchets;
- Insuffisance de formation des opérateurs d'incinération.
- Insuffisance de planification de la gestion des déchets au niveau district;
- Insuffisance dans la supervision des opérateurs d'incinérateurs.

6. Soutien aux Services de Vaccination (SSV)

6.1. Rapport sur l'utilisation des fonds du SSV en 2010

	Montant
Fonds reçus en 2010	US\$
Solde (report) de 2009	US\$ 804,132
Solde à reporter sur 2011	US\$ 408,745

Veillez rendre compte des principales activités réalisées pour renforcer la vaccination en utilisant les fonds du SSV en 2010

1. Formation en gestion PEV
2. Réalisation des 2 ateliers de validations des données de vaccination
3. Elaboration du formulaire pluriannuel de prévisions d'approvisionnement en vaccins et consommables 2010 (FORECAST)
4. Elaboration du plan d'action 2011
5. Elaboration du rapport annuel de situation annuel 2009
6. Elaboration du rapport conjoint OMS/UNICEF
7. Organisation d'un atelier de réflexion sur une nouvelle vision du PEV de routine
8. Evaluation /Elaboration du PPAC 2011-2015

Réalisation des DQS, maintenance préventive et curative de la Chaîne de froid, supervision des agents chargés du PEV dans les districts, appui aux activités de mobilisation sociale, transport des vaccins et consommables, suivi des activités de la campagne de rattrapage dans les districts sanitaires)

6.2. Gestion des fonds du SSV

Une évaluation de la gestion financière (EGF) de GAVI a-t-elle été réalisée avant ou pendant l'année calendaire 2010 ? **Yes**

Dans l'affirmative, veuillez compléter la partie A ci-dessous.

Dans la négative, veuillez compléter la partie B ci-dessous.

Partie A : décrivez brièvement les progrès accomplis par rapport aux exigences et aux conditions convenues dans un éventuel Aide-Mémoire conclu entre GAVI et le pays, ainsi que les conditions qui n'ont pas été remplies dans la gestion des fonds du SSV.

L'EGF a fait des propositions au pays pour une meilleure sélection des mécanismes financiers pour l'utilisation des fonds GAVI. Elle a donné des orientations sur les activités d'assurance fiduciaire additionnelles qui pourraient être nécessaires pour adresser d'éventuels risques et faiblesses.

Ainsi donc, GAVI et le Gouvernement du Burkina Faso se sont accordés sur les modalités précises, mécanismes et procédures qui seront utilisés pour la gestion de tout soutien en espèces de GAVI. Ce soutien comprend les espèces pour les programmes approuvés jusqu'à présent dans le domaine des services de vaccination (SSV) et le renforcement des systèmes de santé (RSS) ainsi que tout éventuel soutien en espèces qui serait approuvé à l'avenir.

Cet accord a été signé par les deux parties et inclut des mesures d'assurance complémentaires (par exemple, des audits supplémentaires) qui seraient jugées nécessaires afin de garantir une bonne gestion des fonds de GAVI. Les fonds GAVI sont désormais gérés par le PADS

Partie B : décrivez brièvement les dispositions et les procédures de gestion financière utilisées pour vos fonds du SSV. Indiquez si les fonds du SSV ont été inclus dans les

plans et le budget du secteur national de santé. Signalez aussi tout problème rencontré lors de l'utilisation du SSV, comme par exemple des retards dans la mise à disposition des fonds pour la réalisation du programme.

Veuillez inclure des détails sur le type de compte(s) bancaire(s) utilisé(s) (compte commercial ou gouvernemental), les procédures d'approbation des budgets, les modalités d'acheminement des fonds aux niveaux sous-nationaux, les dispositions de préparation des rapports financiers aux niveaux sous-national et national, et le rôle global du CCIA dans ce processus

Les fonds du SSV de GAVI sont-ils inclus dans le budget du secteur national de la santé ? **Yes**

6.3. Détail des dépenses des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2010

Veuillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation des fonds du SSV pendant l'année calendaire 2010 (document numéro) (Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'[Annexe 1](#)). Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.

Les rapports de vérification externe des comptes des programmes de SSV, de RSS et de soutien aux OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice fiscal de votre Gouvernement. Si un rapport de vérification externe des comptes est disponible pour votre programme de SSV pendant l'exercice fiscal le plus récent, il faudra le joindre aussi (document numéro).

6.4. Demande de récompense au titre du SSV

En juin 2009, le Conseil d'administration de GAVI a décidé d'améliorer le système de suivi des performances des programmes de vaccination et le calcul des récompenses subordonnées aux résultats. À compter de la période de rapport 2008, un pays peut prétendre à une récompense :

- a) si le nombre d'enfants ayant reçu les trois doses du vaccin DTC est plus élevé que l'année précédente (ou que l'objectif initial figurant dans la proposition de SSV approuvée), et
- b) si la couverture déclarée des trois doses du vaccin DTC (données administratives figurant dans le Rapport conjoint de notification des activités de vaccination) correspond à l'estimation OMS/UNICEF de la couverture pour la même année, qui sera publiée à l'adresse :
http://apps.who.int/immunisation_monitoring/en/globalsummary/timeseries/tscoveredtp3.htm. (anglais)

Si vous pouvez prétendre à une récompense du SSV au titre des résultats du programme de vaccination de 2010 pour les trois doses du DTC, estimez en le montant en \$US en remplissant le **tableau 3** ci-dessous

Note : Le CEI évaluera la section du rapport de situation annuel relative au SSV après publication de l'estimation OMS/UNICEF de la couverture vaccinale.

Tableau 3 : Calcul de la récompense escomptée au titre du SSV

	2009	2010
	A	B

			2009	2010
			A	B
1	Nombre de nourrissons ayant reçu les trois doses du DTC* (données du rapport conjoint) préciser		658,991	687,181
2	Nombre déclaré de nourrissons supplémentaires ayant reçu les trois doses du DTC			28,190
3	Calcul	\$20 par enfant supplémentaire ayant reçu les trois doses du DTC		563,800
4	Estimation arrondie de la récompense escomptée			564,000

* Il s'agit du nombre total de nourrissons qui ont été vaccinés avec les trois doses du DTC seul, auquel on ajoute le nombre de ceux qui ont reçu les trois doses des vaccins associés DTC-HepB et DTC-HepB-Hib.

** L'année de référence est l'année passée au cours de laquelle le pays a vacciné le plus grand nombre de nourrissons avec les trois doses du DTC ou l'objectif initial fixé dans la proposition de SSV approuvée, le nombre le plus élevé étant retenu. Veuillez préciser l'année et le nombre de nourrissons qui ont reçu les trois doses du DTC, tel qu'il a été déclaré dans le rapport conjoint.

7. Soutien aux Vaccins Nouveaux ou Sous-utilisés (SVN)

7.1. Réception de vaccins nouveaux ou sous-utilisés pour le programme de vaccination de 2010

7.1.1.

Avez-vous reçu la quantité approuvée de doses de vaccins pour le programme de vaccination de 2010 qui vous a été communiquée par GAVI dans sa lettre de décision ? Veuillez remplir le **tableau 4** ci-dessous.

Tableau 4 : Doses de vaccin reçues

Note : Pour ajouter des lignes, cliquez sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

	[A]	[B]		
Type de vaccin	Nombre total de doses pour 2010 dans la lettre de décision	Nombre total de doses reçues au 31 décembre 2010 *	Nombre total de doses dont la livraison a été reportée à 2011	Actions
DTP-HepB-Hib	1,816,400	1,317,500	498,900	

* Prière d'inclure aussi toute expédition de l'année précédente reçue conformément à cette même lettre de décision.

Si les chiffres [A] et [B] ci-dessus sont différents

Quels sont les principaux problèmes rencontrés ? (Utilisation du vaccin plus faible que prévu ? Retard dans les expéditions ? Ruptures de stock ? Stocks excessifs ? Problèmes avec la chaîne du froid ? Doses jetées car la pastille de contrôle des vaccins avait changé de couleur ou en raison de la date d'expiration ?...)

La différence entre les chiffres annoncés et livrés est liée à un retard de livraison due à des difficultés chez le fournisseur du vaccin. (retard ou changement de vol, disponibilité du vaccin)
Cette situation a entraîné un début de consommation du stock régulateur (stock de réserve).

Quelles mesures avez-vous prises pour améliorer la gestion des vaccins, p. ex. ajuster le plan d'expédition des vaccins ? (dans le pays et avec la Division des approvisionnements de l'UNICEF)

En concertation avec UNICEF, le plan d'expédition a été revu et adapté en fonction de la disponibilité dudit vaccin sur le marché en fin 2010 et début 2011.

7.1.2.

Pour les vaccins figurant au **tableau 4** ci-dessus, votre pays a-t-il connu une situation de rupture de stock en 2010 ? **No**

Dans l'affirmative, combien de temps la rupture de stock a-t-elle duré ?

Veuillez décrire la raison et les conséquences de la rupture de stock

7.2. Introduction d'un nouveau vaccin en 2010

7.2.1.

Si GAVI a approuvé votre demande d'introduction d'un nouveau vaccin en 2010, veuillez vous reporter au plan d'introduction du vaccin dans la proposition approuvée et rendre compte de vos résultats.

Vaccin introduit		
Introduction progressive		Date d'introduction
Introduction sur tout le territoire national		Date d'introduction
La date et l'échelle de l'introduction sont-elles conformes aux prévisions dans la proposition ?		Dans le cas contraire, pourquoi ?

7.2.2.

Quand prévoyez-vous de réaliser une évaluation post-introduction ?

Si votre pays a mené une telle évaluation post-introduction ces deux dernières années, veuillez en joindre le rapport (document numéro)

7.2.3.

A-t-on signalé des manifestations adverses post-immunisation (MAPI) pendant l'année calendaire 2010 ?

Si des cas de MAPI ont été signalés en 2010, veuillez décrire comment ces cas ont été traités et quel a été leur impact sur l'introduction du vaccin

7.2.4.

Utilisation de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin (appelée aussi « somme forfaitaire »)

Fonds reçus au titre de l'allocation d'introduction d'un vaccin en 2010

\$US	
Date de réception	

Veuillez rendre compte des principales activités qui ont été entreprises en rapport avec l'introduction d'un nouveau vaccin, en utilisant l'allocation de GAVI pour l'introduction d'un nouveau vaccin.

Veuillez décrire tout problème rencontré dans la mise en œuvre des activités prévues

Existe-t-il un solde de l'allocation d'introduction qui sera reporté ?

Si c'est le cas, combien ? \$US

Veuillez décrire les activités qui seront entreprises avec le solde des fonds :

7.2.5.

Détail des dépenses des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2010

Veuillez joindre un état financier détaillé de l'utilisation des fonds de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2010 (document numéro). (Les instructions pour cet état financier sont jointes à l'[Annexe 1.](#)) Les états financiers seront signés par le Chef comptable ou par le Secrétaire permanent du Ministère de la Santé.).

7.3. Rapport sur le cofinancement du pays en 2010 (le cas échéant)

Tableau 5 : Quatre questions sur le cofinancement du pays en 2010

Q. 1 : Quel a été le montant réel de votre quote-part et des doses cofinancées en 2010 ?		
Versements du cofinancement	Montant total en \$US	Montant total en doses
1 ^{er} vaccin alloué DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide		
2 ^e vaccin alloué		
3 ^e vaccin alloué		
Q. 2 : Quelles sont les sources de fonds pour le cofinancement ?		
Gouvernement		
Donateur		
Autres		
Q. 3 : Quels facteurs ont accéléré, ralenti ou entravé la mobilisation des ressources pour le cofinancement des vaccins ?		
1.		
2.		
3.		
4.		
Q. 4: Y a-t-il eu des différences entre le calendrier prévu des paiements et le calendrier réel pendant l'année faisant l'objet du rapport ?		
Calendrier des versements du cofinancement	Date prévue de versement pour 2012	
	(numéro du mois, ex: 8 pour août)	
1 ^{er} vaccin alloué DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide		
2 ^e vaccin alloué		
3 ^e vaccin alloué		

Si le pays se trouve en situation de défaut de cofinancement, veuillez décrire et expliquer les mesures que le pays prévoit de prendre pour s'acquitter de ses obligations de cofinancement. Pour plus d'informations, voir la politique de GAVI Alliance sur le défaut de cofinancement http://www.gavialliance.org/resources/9_Co_Financing_Default_Policy.pdf (anglais).

Le soutien de GAVI aux nouveaux vaccins est-il inclus dans le budget du secteur national de la santé ? **Yes**

7.4. Gestion des vaccins (GEEV/GEV/EGV)

En vertu des nouvelles directives, les pays seront tenus de réaliser une évaluation de l'efficacité de la gestion des vaccins (EGV) avant de présenter une demande de soutien en vue de l'introduction d'un nouveau vaccin.

Quand a-t-on réalisé la dernière évaluation de l'efficacité de la gestion des entrepôts de vaccin (GEEV) ? **18.06.2010**

Quand a-t-on réalisé la dernière évaluation de la gestion vaccinale (GEV) ? **18.06.2010**

Si votre pays a réalisé une GEEV ou une GEV au cours des trois dernières années, veuillez en joindre les rapports. (document numéro)

Un rapport sur la VMA doit être joint lorsque le pays a introduit un vaccin nouveau ou sous-utilisé avec le soutien de GAVI avant 2008.

Veuillez noter que les outils d'évaluation de l'efficacité de la gestion des entrepôts de vaccins (GEEV) et d'évaluation de la gestion des vaccins (GEV) ont été remplacés par un outil intégré d'évaluation de l'efficacité de la gestion des vaccins (EGV). Pour de plus amples informations sur l'outil d'évaluation de la gestion des vaccins, voir http://www.who.int/immunisation_delivery/systems_policy/logistics/en/index6.html (anglais).

Les pays qui ont déjà réalisé une GEEV, une GEV ou une EGV sont priés de rendre compte des activités menées dans le cadre du plan d'action ou du plan d'amélioration préparé après la GEEV/GEV/EGV.

Les recommandations formulées ont été prises en compte dans l'élaboration du PPaC 2011-2015.

Quand prévoit-on de réaliser la prochaine évaluation de l'efficacité de la gestion des vaccins (EVM) ? **28.09.2012**

7.5. Changement de présentation d'un vaccin

Si vous préférez recevoir en **2012** une présentation vaccinale qui diffère de celle qui vous est actuellement fournie (par exemple nombre de doses par flacon, forme (liquide/lyophilisée), etc.), veuillez donner les caractéristiques du vaccin et joindre le compte rendu de la réunion du CCIA qui a recommandé le changement de présentation vaccinale. Si le vaccin est fourni par l'UNICEF, la planification d'un changement de présentation devrait commencer après la réception de la lettre de décision pour l'année suivante, en tenant compte des activités nationales requises pour modifier la présentation ainsi que la disponibilité des approvisionnements.

Veuillez préciser ci-dessous la nouvelle présentation du vaccin :

Veillez joindre le compte rendu de la réunion du CCIA et du Groupe technique consultatif national sur la vaccination (GTCV) (le cas échéant) (document numéro) qui a approuvé la demande de changement.

7.6. Renouvellement du soutien pluriannuel aux vaccins pour les pays dont le soutien actuel s'achève en 2011

Si 2011 est la dernière année de soutien pluriannuel approuvé pour un vaccin donné et si le pays souhaite continuer à bénéficier du soutien de GAVI, il devra demander une prolongation de l'accord de cofinancement conclu avec GAVI. Ce soutien commencera en 2012 pour la durée d'un nouveau plan pluriannuel complet (PPAC).

Par la présente, le pays demande une prolongation du soutien de GAVI pour le vaccin pour la période comprise entre 2012 et . En même temps, il s'engage à cofinancer l'achat du vaccin , conformément aux niveaux minimaux fixés par GAVI pour les quotes-parts qui figurent à la section [7.9 Calcul des besoins](#).

La prolongation pluriannuelle du soutien au vaccin correspond au nouveau PPAC pour les années 2012 à qui est joint à ce rapport de situation annuel (document numéro).

Le CCIA du pays a approuvé cette demande de prolongation du soutien au vaccin lors de la réunion dont le compte rendu est joint au présent rapport (document numéro).

7.7. Demande de poursuite du soutien aux vaccins pour le programme de vaccination de 2012

Voici le processus pour demander un soutien aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés (SVN) pour la vaccination en 2012

Confirmez ci-dessous que votre demande pour le soutien aux vaccins en 2012 est conforme à la section [7.9 Calcul des besoins](#) : Yes

Si vous ne confirmez pas, veuillez expliquer pourquoi

7.8. Prix moyens pondérés des fournitures et frais de transport y associés

Tableau 6.1 : Prix des produits

Prix estimés pour l'approvisionnement en vaccins et le coût du fret associé: pour 2011 ces prix proviennent de la Division des approvisionnements de l'UNICEF ; en 2012 et à l'avenir, ces prix proviendront du Secrétariat de GAVI Alliance.

Vaccin	Présentation	2011	2012	2013	2014	2015
Seringue autobloquante	0	0.053	0.053	0.053	0.053	0.053
DTC-HepB, 2 doses/flacon, liquide	2	1.600				
DTC-HepB, 10 doses/flacon, liquide	10	0.620	0.620	0.620	0.620	0.620
DTC-HepB-Hib, 1 dose/flacon, liquide	WAP	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850
DTC-HepB-Hib, 2 doses/flacon, lyophilisé	WAP	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850
DTC-HepB-Hib, 10 doses/flacon, liquide	WAP	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850
DTC-Hib, 10 doses/flacon, liquide	10	3.400	3.400	3.400	3.400	3.400
HepB monovalent, 1 dose/flacon, liquide	1					
HepB monovalent, 2 doses/flacon, liquide	2					
Hib monovalent, 1 dose/flacon, lyophilisé	1	3.400				
Antirougeoleux, 10 doses/flacon, lyophilisé	10	0.240	0.240	0.240	0.240	0.240
antipneumococcique (PCV10), 2 doses/flacon, liquide	2	3.500	3.500	3.500	3.500	3.500
Antipneumococcique (PCV13), 1 dose/flacon, liquide	1	3.500	3.500	3.500	3.500	3.500
Seringue de reconstitution pentavalent	0	0.032	0.032	0.032	0.032	0.032
Seringue de reconstitution antiamaril	0	0.038	0.038	0.038	0.038	0.038
Antirovirus pour calendrier 2 doses	1	7.500	6.000	5.000	4.000	3.600
Antirovirus pour calendrier 3 doses	1	5.500	4.000	3.333	2.667	2.400
Réceptacle de sécurité	0	0.640	0.640	0.640	0.640	0.640
Antiamaril, 5 doses/flacon, lyophilisé	WAP	0.856	0.856	0.856	0.856	0.856
Antiamaril, 10 doses/flacon, lyophilisé	WAP	0.856	0.856	0.856	0.856	0.856

Note: WAP: prix moyen pondéré (à utiliser pour chacune des présentations pour les vaccins pentavalent et fièvre jaune). Pour le vaccin pentavalent, ampoule d'une dose de vaccin liquide, ampoule de deux doses de vaccin lyophilisé et ampoule de 10 doses de vaccin liquide. Pour la fièvre jaune, ampoule de 5 doses de vaccin lyophilisé et ampoule de 10 doses de vaccin lyophilisé.

Tableau 6.2 : Frais de transport

Vaccins	Groupe	Pas de seuil	200 000 \$US		250 000 \$US		2 000 000 \$US	
			<=	>	<=	>	<=	>
Vaccin antiamaril	Fièvre jaune		20%				10%	5%
DTC+HepB	HepB et ou Hib	2%						
DTC-HepB-Hib	HepB et ou Hib				15%	3,50%		
Vaccin antipneumococcique (PCV10)	Antipneumococcique	5%						
Vaccin antipneumococcique (PCV13)	Antipneumococcique	5%						
Vaccin antirotavirus	Rotavirus	5%						
Vaccin antirougeoleux	Rougeole	10%						

7.9. Calcul des besoins

Tableau 7.1.1 : Caractéristiques des vaccins DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid

	Instructions		2011	2012	2013	2014	2015		TOTAL
Nombre de nourrissons survivants	Table 1	#	677,685	691,254	713,649	736,620	760,106		3,579,314
Nombre d'enfants devant recevoir la troisième dose du vaccin	Table 1	#	650,578	670,516	692,240	721,888	744,904		3,480,126
Couverture vaccinale de la troisième dose	Table 1	#	96%	97%	97%	98%	98%		
Nombre d'enfants devant recevoir la	Table 1	#	677,685	691,254	713,649	736,620	760,106		3,579,314

	Instructions		2011	2012	2013	2014	2015		TOTAL
première dose du vaccin									
Nombre de doses par enfant		#	3	3	3	3	3		
Estimation du facteur de perte vaccinale	Table 1	#	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05		
Stock de vaccins au 1 ^{er} janvier 2011		#		1,486,650					
Nombre de doses par flacon		#	1	1	1	1	1		
Nombre de seringues autobloquantes nécessaires	Saisir OUI ou NON	#	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes		
Nombre de seringues de reconstitution nécessaires	Saisir OUI ou NON	#	No	No	No	No	No		
Nombre de réceptacles de sécurité nécessaires	Saisir OUI ou NON	#	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes		
Prix du vaccin par dose	Table 6.1	\$	2.580	2.470	2.320	2.030	1.850		
Quote-part du pays par dose		\$	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20		
Prix unitaire des seringues autobloquantes	Table 6.1	\$	0.053	0.053	0.053	0.053	0.053		
Prix unitaire des seringues de reconstitution	Table 6.1	\$	0.032	0.032	0.032	0.032	0.032		
Prix unitaire des réceptacles de sécurité	Table 6.1	\$	0.640	0.640	0.640	0.640	0.640		
Frais de transport exprimés en % de la valeur des vaccins	Table 6.2	%	3.50%	3.50%	3.50%	3.50%	3.50%		
Frais de transport exprimés en % de la valeur des équipements d'injection	Table 6.2	%	10.00%	10.00%	10.00%	10.00%	10.00%		

Tableaux de cofinancement pour DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid

Groupe de cofinancement	Faible revenu
-------------------------	---------------

	2011	2012	2013	2014	2015
Cofinancement Minimum	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20
Votre cofinancement	0.20	0.20	0.20	0.20	0.20

Tableau 7.1.2 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (soutien de GAVI)

Fournitures achetées par GAVI et leur coût en \$US		Pour approbation		Pour aval			
		2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
Articles nécessaires							
Nombre de doses de vaccin	#		647,917	2,082,261	2,123,014	2,169,683	7,022,875
Nombre de seringues autobloquantes	#		612,883	2,202,105	2,245,198	2,294,544	7,354,730
Nombre de seringues de reconstitution	#		0	0	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#		6,803	24,443	24,922	25,469	81,637
Valeur totale cofinancée par GAVI	\$		1,696,892	5,145,521	4,609,002	4,306,106	15,757,521

Tableau 7.1.3 : Estimation du soutien de GAVI et du cofinancement du pays (quote-part du pays)

Fournitures achetées par le pays et leur coût en \$US		Pour approbation		Pour aval			
		2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL
Articles nécessaires							
Nombre de doses de vaccin	#		53,570	183,370	215,429	243,147	695,516
Nombre de seringues autobloquantes	#		50,673	193,923	227,827	257,140	729,563
Nombre de seringues de reconstitution	#		0	0	0	0	0
Nombre de réceptacles de sécurité	#		563	2,153	2,529	2,855	8,100
Valeur totale cofinancée par le pays	\$		140,298	453,127	467,689	482,566	1,543,680

Tableau 7.1.4 : Calcul des besoins pour DTP-HepB-Hib, 10 doses/vial, Liquid

	Formule	2011	2012			2013			2014			2015			
			Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	Total	Gouvernement	GAV I	
A	Quote-part du pays		7.64%			8.09%			9.21%			10.08%			
B	Nombre	Table 1	677,685	691,254	52,788	638,	713,649	57,760	655,	736,620	67,861	668,	760,106	76,598	683,50

	Formule	2011	2012			2013			2014			2015			
			Total	Gouvernement	GAV I										
	d'enfants devant recevoir la première dose du vaccin				466			889			759			8	
C	Nombre de doses par enfant	Paramètre du vaccin (calendrier)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	
D	Nombre de doses nécessaires	B x C	2,033,055	2,073,762	158,364	1,915,398	2,140,947	173,278	1,967,669	2,209,860	203,583	2,006,277	2,280,318	229,794	2,050,524
E	Estimation du facteur de perte vaccinale	Tableau des facteurs de perte	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05	
F	Nombre de doses nécessaires pertes comprises	D x E	2,134,708	2,177,451	166,283	2,011,168	2,247,995	181,942	2,066,053	2,320,353	213,762	2,106,591	2,394,334	241,283	2,153,051
G	Stock régulateur des vaccins	(F – F de l'année précédente) * 0,25		10,686	817	9,869	17,636	1,428	16,208	18,090	1,667	16,423	18,496	1,864	16,632
H	Stock au 1er janvier 2011			1,486,650	113,529	1,373,121									
I	Nombre total de doses de vaccin nécessaires	F + G - H		701,487	53,570	647,917	2,265,631	183,370	2,082,261	2,338,443	215,429	2,123,014	2,412,830	243,147	2,169,683
J	Nombre de doses par flacon	Paramètre du vaccin		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
K	Nombre de seringues autobloquantes	(D + G –H) x 1,11		663,556	50,673	612,883	2,396,028	193,923	2,202,105	2,473,025	227,827	2,245,198	2,551,684	257,140	2,294,544

	Formule	2011	2012			2013			2014			2015		
			Total	Gouvernement	GAV I									
	(+ 10% perte) nécessaires													
L	Nombre de seringues de reconstitution (+ 10% perte) nécessaires I / J * 1,11		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
M	Nombre total de réceptacles de sécurité (+ 10% de besoins supplémentaires) nécessaires (K + L) / 100 * 1,11		7,366	563	6,803	26,596	2,153	24,443	27,451	2,529	24,922	28,324	2,855	25,469
N	Prix des vaccins nécessaires l x g		1,732,673	132,317	1,600,356	5,256,264	425,417	4,830,847	4,747,040	437,320	4,309,720	4,463,736	449,822	4,013,914
O	Prix des seringues autobloquantes nécessaires K x ca		35,169	2,686	32,483	126,990	10,278	116,712	131,071	12,075	118,996	135,240	13,629	121,611
P	Prix des seringues de reconstitution nécessaires L x cr		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Q	Prix des réceptacles de sécurité nécessaires M x cs		4,715	361	4,354	17,022	1,378	15,644	17,569	1,619	15,950	18,128	1,827	16,301
R	Frais de transport des vaccins nécessaires N x fv		60,644	4,632	56,012	183,970	14,890	169,080	166,147	15,307	150,840	156,231	15,744	140,487
S	Frais de transport du (O+P+Q) x fd		3,989	305	3,684	14,402	1,166	13,236	14,864	1,370	13,494	15,337	1,546	13,791

	Formule	2011	2012			2013			2014			2015			
			Total	Gouvernement	GAV I										
	matériel d'injection nécessaire														
T	Total des fonds nécessaires (N+O+P+Q+R+S)		1,837,190	140,298	1,696,892	5,598,648	453,127	5,145,521	5,076,691	467,689	4,609,002	4,788,672	482,566	4,306,106	
U	Total du cofinancement du pays I 3 cc		140,298			453,127			467,689			482,566			
V	% de cofinancement du pays sur la part financée par le soutien de GAVI U / T		7.64%			8.09%			9.21%			10.08%			

8. Soutien à la Sécurité des Injections (SSI)

Il n'y a aucun support SSI cette année.

9. Programme de Renforcement du Système de Santé (RSS)

Le formulaire du RSS est disponible à l'adresse suivante :
[HSS section of the APR 2010 @ 18 Feb 2011 FR.DOCX](#)

Veillez le télécharger, le remplir hors connexion et le recharger à la fin du présent formulaire de rapport de situation annuel en utilisant la section des pièces jointes.

10. Programme Relatif aux Organisations de la Société Civile (OSC)

Il n'y a aucun support OSC cette année.

11. Observations

Observations des Présidents du CCIA/CCSS

Vous pouvez transmettre des observations que vous souhaitez porter à l'attention du CEI chargé du suivi ainsi que toute remarque que vous aimeriez faire sur les problèmes que vous avez rencontrés pendant l'année faisant l'objet du rapport. Ces observations s'ajoutent aux comptes rendus approuvés des réunions, qui doivent être inclus dans les pièces jointes.

12. Annexes

Annexe 1

INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU SOUTIEN AUX SERVICES DE VACCINATION (SSV) ET À L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN

- I. Tous les pays ayant reçu un SSV/une allocation d'introduction d'un nouveau vaccin pendant l'année calendaire 2010 ou qui disposaient d'un report de fonds précédemment versés de SSV ou de l'allocation d'introduction d'un nouveau vaccin en 2010 sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes prédéterminés de dépenses.
- III. **Au minimum**, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2010, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
 - a. Report de fonds de l'année calendaire 2009 (solde d'ouverture le 1^{er} janvier 2010)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2010
 - c. Autres recettes reçues en 2010 (intérêts, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2010
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2010, sur la base du **système de classification économique de votre gouvernement**. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour l'année selon le propre système de classification économique de votre gouvernement, et les postes de dépenses applicables, par exemple : salaires et traitements. Si possible, veuillez rendre compte du budget pour chaque poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque poste au 31 décembre 2010 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2010. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds du SSV doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SSV ET DE L'ALLOCATION D'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU VACCIN :

Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – SSV de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US *
Solde reporté de 2008 (<i>solde au 31 décembre 2008</i>)	25 392 830	53 000
Récapitulation des recettes reçues en 2009		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179,666	375
Recettes totales	38 987 576	81 375
Dépenses totales en 2009	30 592 132	63 852
Solde au 31 décembre 2009 (<i>solde à reporter sur 2010</i>)	60 139 325	125 523

* Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – SSV de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
Dépenses non salariales						
Formation	13 000 000	27,134	12 650 000	26,403	350,000	731
Carburant	3 000 000	6,262	4 000 000	8,349	-1,000 000	-2 087
Entretiens et frais généraux	2 500 000	5,218	1 000 000	2,087	1,500 000	3 131
Autres dépenses						
Véhicules	12 500 000	26 090	6 792 132	14,177	5,707 868	11 913
TOTAUX POUR 2009	42 000 000	87 663	30 592 132	63 852	11 407 868	23 811

** Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes à son propre système de classification économique.

Annexe 2

INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ (RSS)

- I. Tous les pays ayant reçu des fonds de RSS pendant l'année calendaire 2010 ou qui disposaient en 2010 d'un report de fonds de RSS précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et de dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2010, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
 - a. Report de fonds de l'année calendaire 2009 (solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2010)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2010
 - c. Autres recettes reçues en 2010 (intérêts, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2010
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2010, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse résumera les dépenses annuelles totales pour chaque objectif et activité de RSS, conformément à la proposition de RSS de votre gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par poste de dépenses (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses utilisés doivent être fondés sur le propre système de classification économique de votre gouvernement. Veuillez rendre compte du budget pour chaque objectif, activité et poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2010 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays expliqueront comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fourniront toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers seront examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes de chaque pays pour l'exercice financier 2010. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds de RSS doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU RSS :
Exemple de relevé des recettes et dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – RSS de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US *
Solde reporté de 2008 (solde au 31 décembre 2008)	25 392 830	53 000
Récapitulation des recettes reçues en 2009		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179 666	375
Recettes totales	38 987 576	81 375
Dépenses totales en 2009	30 592 132	63 852
Solde au 31 décembre 2009 (solde à reporter sur 2010)	60 139 325	125 523

* Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – RSS de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
OBJETIF 1 DE LA PROPOSITION DE RSS : ÉLARGIR L'ACCÈS AUX DISTRICTS PRIORITAIRES						
ACTIVITÉ 1.1 : FORMATION DES AGENTS DE SANTÉ						
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
Dépenses non salariales						
Formation	13 000 000	27 134	12 650 000	26 403	350 000	731
TOTAL POUR L'ACTIVITÉ 1.1	24 000 000	50 093	18 800 000	39 239	5 200 000	10 854
ACTIVITÉ 1.2 : RÉFECTION DES CENTRES DE SANTÉ						
Dépenses non salariales						
Entretien et frais généraux	2 500 000	5 218	1 000 000	2 087	1 500 000	3 131

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – RSS de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
Autres dépenses						
Équipement	3 000 000	6 262	4 000 000	8 349	-1 000 000	-2 087
Travaux d'infrastructure	12 500 000	26 090	6 792 132	14 177	5 707 868	11 913
TOTAL POUR L'ACTIVITÉ 1.2	18 000 000	37 570	11 792 132	24 613	6 207 868	12 957
TOTAUX POUR L'OBJECTIF 1	42 000 000	87 663	30 592 132	63 852	11 407 868	23 811

** Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes aux objectifs/activités de sa proposition de RSS et à son système de classification économique.

Annexe 3

INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS RELATIFS AU SOUTIEN AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) DE TYPE B

- I. Tous les pays ayant reçu des fonds OSC de type B pendant l'année calendaire 2010 ou qui disposaient en 2010 d'un report de fonds OSC de type B précédemment versés sont tenus de présenter un état financier pour ces programmes dans le cadre de leur rapport de situation annuel.
- II. Les états financiers doivent être établis sur la base des propres normes nationales de comptabilité du pays ; par conséquent, GAVI ne fournira pas de modèle unique aux pays avec des postes de dépenses prédéterminés.
- III. Au minimum, GAVI exige un simple relevé de recettes et dépenses pour les activités réalisées pendant l'année calendaire 2010, qui comprendra les points a) à f) ci-dessous. Un exemple de relevé des recettes et des dépenses est présenté à la page suivante.
 - a. Report de fonds de l'année calendaire 2009 (solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2010)
 - b. Recettes reçues de GAVI en 2010
 - c. Autres recettes reçues en 2010 (intérêts, honoraires, etc.)
 - d. Dépenses totales pendant l'année calendaire
 - e. Solde de clôture au 31 décembre 2010
 - f. Analyse détaillée des dépenses en 2010, sur la base du système de classification économique de votre gouvernement. Cette analyse doit résumer les dépenses annuelles totales de chaque partenaire de la société civile, conformément à la proposition d'OSC de type B de votre Gouvernement initialement approuvée, avec une ventilation par poste de dépenses (par exemple : salaires et traitements). Les postes de dépenses devraient être fondés sur le propre système de classification économique de votre Gouvernement. Veuillez rendre compte du budget pour chaque objectif, activité et poste de dépenses au début de l'année calendaire, les dépenses réelles pendant l'année calendaire et le solde restant pour chaque objectif, activité et poste de dépense au 31 décembre 2010 (appelé « variance »).
- IV. Les états financiers doivent être établis en monnaie locale, en indiquant le taux de change appliqué avec le dollar des États-Unis. Les pays doivent expliquer comment et pourquoi un taux de change particulier a été appliqué et fournir toute note supplémentaire susceptible d'aider GAVI Alliance dans son examen des états financiers.
- V. Il n'est pas nécessaire que les états financiers aient fait l'objet d'une vérification des comptes/d'une certification avant d'être présentés à GAVI. Néanmoins, il est entendu que ces états financiers devraient être examinés dans le cadre de la vérification externe des comptes pour l'exercice financier 2010. Les rapports sur la vérification des comptes des fonds OSC de type B doivent parvenir au Secrétariat de GAVI six mois après la clôture de l'exercice financier de chaque pays.

EXIGENCES MINIMALES POUR LES ÉTATS FINANCIERS DU SOUTIEN OSC DE TYPE B :

Exemple de relevé des recettes et des dépenses

Tableau récapitulatif des recettes et dépenses – OSC de type B de GAVI		
	Monnaie locale (CFA)	Valeur en \$US *
Solde reporté de 2008 (solde au 31 décembre 2008)	25 392 830	53 000
Récapitulation des recettes reçues en 2009		
Recettes reçues de GAVI	57 493 200	120 000
Revenu des intérêts	7 665 760	16 000
Autres recettes (honoraires)	179 666	375
Recettes totales	38 987 576	81 375
Dépenses totales en 2009	30 592 132	63 852
Solde au 31 décembre 2009 (solde à reporter sur 2010)	60 139 325	125 523

* Un taux moyen de CFA 479,11 = \$US 1 a été appliqué.

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – OSC de type B de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
OSC 1 : CARITAS						
Dépenses salariales						
Salaires et traitements	2 000 000	4 174	0	0	2 000 000	4 174
Indemnités journalières	9 000 000	18 785	6 150 000	12 836	2 850 000	5 949
Dépenses non salariales						
Formation	13 000 000	27 134	12 650 000	26 403	350 000	731
TOTAL POUR L'OSC 1 : CARITAS	24 000 000	50 093	18 800 000	39 239	5 200 000	10 854
OSC 2 : SAVE THE CHILDREN						
Dépenses salariales						
Indemnités journalières	2 500 000	5 218	1 000 000	2 087	1 500 000	3 131
Dépenses non salariales						
Formation	3 000 000	6 262	4 000 000	8 349	-1 000 000	-2 087

Analyse détaillée des dépenses par classification économique ** – OSC de type B de GAVI						
	Budget en CFA	Budget en \$US	Dépenses réelles en CFA	Dépenses réelles en \$US	Variance en CFA	Variance en \$US
Autres dépenses						
Travaux d'infrastructure	12 500 000	26 090	6 792 132	14 177	5 707 868	11 913
TOTAL POUR L'OSC 2 : SAVE THE CHILDREN	18 000 000	37 570	11 792 132	24 613	6 207 868	12 957
TOTAUX POUR TOUTES LES OSC	42 000 000	87 663	30 592 132	63 852	11 407 868	23 811

** Les postes de dépenses sont indicatifs et sont donnés à titre d'exemple. Chaque gouvernement fournira des relevés conformes aux objectifs/activités de sa proposition de soutien OSC de type B et à son système de classification économique.

13. Pièces Jointes

13.1. Liste de documents justificatifs joints au présent rapport de situation annuel

Document	Section	Document numéro	Obligatoire *
Signature of Minister of Health (or delegated authority)		15	Oui
Signature of Minister of Finance (or delegated authority)		16	Oui
Signatures of members of ICC		13	Oui
Signatures of members of HSCC		5, 6, 7	Oui
Minutes of ICC meetings in 2010		11	Oui
Minutes of ICC meeting in 2011 endorsing APR 2010		12	Oui
Minutes of HSCC meetings in 2010		9	Oui
Minutes of HSCC meeting in 2011 endorsing APR 2010		4	Oui
Financial Statement for ISS grant in 2010		10	Oui
Financial Statement for CSO Type B grant in 2010			
Financial Statement for HSS grant in 2010		1, 2, 3	Oui
EVSM/VMA/EVM report			
External Audit Report (Fiscal Year 2010) for ISS grant			
CSO Mapping Report (Type A)			
New Banking Details			
new cMYP starting 2012			
Summary on fund utilisation of CSO Type A in 2010			
Financial Statement for NVS introduction grant in 2010			
External Audit Report (Fiscal Year 2010) for CSO Type B grant			
External Audit Report (Fiscal Year 2010) for HSS grant			
Latest Health Sector Review Report			

13.2. Pièces jointes

Liste de tous les documents obligatoires et facultatifs joints au présent rapport

Note : Utiliser l'icône **Télécharger fichier** pour télécharger le document. Utiliser l'icône **Supprimer champ** pour supprimer une ligne. Pour ajouter des lignes, prière de cliquer sur l'icône **Nouveau champ** dans la colonne **Action**.

ID	Type de fichier	Nom du fichier	Nouveau fichier	Actions
	Description	Date et heure Taille		
1	Type de fichier: Financial Statement for HSS grant in 2010 * Description:	Nom du fichier: RAPPORT DE SITUATION GAVI 2010 CFAx.pdf <hr/> Date et heure: 13.05.2011 06:42:07 Taille: 29 KB		
2	Type de fichier: Financial Statement for HSS grant in 2010 * Description:	Nom du fichier: RAPPORT DE SITUATION GAVI 2010 USDx.pdf <hr/> Date et heure: 13.05.2011 06:44:43		

ID	Type de fichier	Nom du fichier	Nouveau fichier	Actions
	Description	Date et heure Taille		
		Taille: 30 KB		
3	Type de fichier: Financial Statement for HSS grant in 2010 * Description:	Nom du fichier: RAPPORT DE SITUATION GAVI 2010x.pdf Date et heure: 13.05.2011 06:47:13 Taille: 59 KB		
4	Type de fichier: Minutes of HSCC meeting in 2011 endorsing APR 2010 * Description:	Nom du fichier: PV réunion extraordinaire GAVI CP 9-05-11.pdf Date et heure: 13.05.2011 06:50:13 Taille: 37 KB		
5	Type de fichier: Signatures of members of HSCC * Description:	Nom du fichier: Page signature du Compte rendu.pdf Date et heure: 13.05.2011 06:53:44 Taille: 516 KB		
6	Type de fichier: Signatures of members of HSCC * Description:	Nom du fichier: liste présence P1.pdf Date et heure: 13.05.2011 06:56:32 Taille: 504 KB		
7	Type de fichier: Signatures of members of HSCC * Description:	Nom du fichier: liste de présence P2.pdf Date et heure: 13.05.2011 06:57:24 Taille: 329 KB		
8	Type de fichier: other Description: Rapport volet RSS	Nom du fichier: RAPPORT 2010 GAVI RSS DU 09-05-11_CP.pdf Date et heure: 13.05.2011 06:59:50 Taille: 194 KB		
9	Type de fichier: Minutes of HSCC meetings in 2010 * Description:	Nom du fichier: Les Comptes rendus de 2010.zip Date et heure: 16.05.2011 07:11:30 Taille: 1 MB		
10	Type de fichier: Financial Statement for ISS grant in 2010 * Description:	Nom du fichier: Etat financier SSV.zip Date et heure: 10.06.2011 10:13:27 Taille: 1019 KB		
11	Type de fichier: Minutes of ICC meetings in 2010 * Description:	Nom du fichier: Réunion CCIA 1.zip Date et heure: 10.06.2011 10:27:46 Taille: 5 MB		
12	Type de fichier: Minutes of ICC meeting in 2011 endorsing APR 2010 * Description:	Nom du fichier: Réunion CCIA 3.zip Date et heure: 10.06.2011 10:36:17		

ID	Type de fichier	Nom du fichier	Nouveau fichier	Actions
	Description	Date et heure Taille		
		Taille: 1 MB		
13	Type de fichier: Signatures of members of ICC * Description:	Nom du fichier: Signature des membres du CCIA.zip Date et heure: 10.06.2011 14:50:09 Taille: 787 KB		
14	Type de fichier: other Description: Rapport Approfondie du PEV	Nom du fichier: RAPPORT FINAL REVUE APPROFONDIE PEV 2009 BF.pdf Date et heure: 23.06.2011 08:03:30 Taille: 3 MB		
15	Type de fichier: Signature of Minister of Health (or delegated authority) * Description:	Nom du fichier: 2signature 001.jpg Date et heure: 27.06.2011 10:03:06 Taille: 597 KB		
16	Type de fichier: Signature of Minister of Finance (or delegated authority) * Description:	Nom du fichier: 2signature+001.jpg Date et heure: 28.06.2011 09:52:31 Taille: 597 KB		